

mandons qu'on le fasse aussi demain en la consacrant à la cause souveraine de l'établissement d'une vie convenable pour la population canadienne.

Jadis, les gros intérêts, par la voix de leurs journaux et par d'autres moyens, traitaient les cultivateurs et les ouvriers comme une classe à part qui devait être reconnaissante des miettes tombant de notre table économique. Il n'en est plus ainsi. Nos jeunes gens pour qui nous ne réussissons pas, il y a quelques années, à faire place dans notre vie, occupent maintenant des postes de défense essentiels à notre existence et à notre liberté nationales. Quelquefois, quand je vois ces jeunes gens partir avec le mot "Canada" sur leurs épaules je crois réellement que dans un sens réel c'est bien là le Canada.

Ils prennent pleine part au conflit auquel nous sommes mêlés. Quand ces jeunes gens reviendront, il ne sera pas possible de les abandonner à leur sort jusqu'à ce qu'un emploi se présente. Ils prennent part à ce vaste conflit et ils méritent une part égale dans notre vie économique après la guerre. Cela veut dire qu'ils méritent un emploi et une rémunération suffisante pour être en mesure de retirer leur part de la richesse que nous espérons produire.

Je me demande quelquefois si les honorables députés ont compris le changement qui s'est produit dans la façon de penser des gens. Depuis le début de la présente guerre, nous avons appris à placer nos ressources en commun, à travailler de concert, à songer à toute la société dont nous faisons partie. Il en a été ainsi au pays comme sur la ligne de feu. En conséquence, notre population s'attend à ce que, après la guerre, il lui soit permis de prendre part à la vie économique qu'il sera possible d'établir dans notre pays. A mon point de vue, c'est ce à quoi le peuple songe quand il envisage maintenant la sécurité sociale.

Il fut peut-être un temps, il y a vingt ou trente ans, où l'assurance-chômage, accordant à quelques-uns des bénéfices quelconques et quelques dollars par semaine, suffisait comme mesure d'assurance ou sécurité sociale. Mais il n'en est plus de même aujourd'hui. Comme l'honorable préopinant, le chef de l'opposition, l'a fait remarquer, notre population approuve aujourd'hui le principe de l'assurance-chômage, mais quand vous lui dites que la présente législation ne procurera que quelques dollars par semaine à certaines conditions, elle n'admet pas que ce soit là la sécurité sociale. Elle a pu être une forme de sécurité sociale il y a vingt ou trente ans, mais aujourd'hui celle-ci implique l'instauration d'un plan économique national d'un ordre plus parfait, de production intensive et de participation à cette production pour tous ceux qui ont l'ambition

et la capacité d'y travailler. Ceux qui bien involontairement ne peuvent fournir l'effort voulu devraient tout de même avoir droit à une portion de cette production de denrées et de services, comme entités d'une société civilisée.

Une sécurité sociale comporte en elle-même plus que les avantages aléatoires promis par le Gouvernement. Je crois même qu'elle est plus que le vaste projet d'assurance sociale exposée par l'orateur qui m'a précédé. Or, pour obtenir quelque chose de plus complet, des changements s'imposent dans notre système économique, et c'est ce que notre groupe préconise.

Notre population s'inquiète de l'avenir. Les puissances réactionnaires se préparent au règlement des comptes qu'on exigera après la guerre. Le peuple constate que l'entreprise privée, nonobstant les impôts sur les surplus de bénéfices qu'elle a dû payer, prend le contrôle de l'industrie canadienne avec ses usines et son outillage qui sont encore beaucoup plus vastes qu'avant la guerre. Des journaux, comme ce fameux journal de la ville que j'habite, le *Free Press* de Winnipeg, font tout leur possible pour nous obscurcir la question en idéalisant l'ordre ancien et en se servant d'un langage abusif pour décrire le système économique que nous préconisons comme membres de la fédération du commonwealth coopératif. Ce système assure au peuple la propriété et le contrôle de l'économie canadienne de façon que tous puissent avoir un revenu suffisant pour assurer à chaque ouvrier comme à chaque cultivateur sa propre maison et pour lui permettre de posséder lui-même les choses essentielles à l'existence. Le peuple ne se laisse plus émouvoir ni tromper par l'argument suranné que le socialisme empêche sur le mode d'existence, atténue l'initiative et attente à la liberté d'un chacun. Le socialisme est en réalité le seul régime capable de procurer du travail à tout le monde, des revenus suffisants, des maisons pour tous, les soins hygiéniques et la sécurité sociale dans notre vieillesse. Toutes choses qui constituent la vraie liberté, qui donnent un sens à la vie, qui inspirent l'initiative. Vous ne pouvez pas amener les gens à refouler le désir qu'ils ressentent de ces choses en leur disant, de nos jours, que c'est là du socialisme. En outre, monsieur l'Orateur, ces bienfaits sont de ceux que la démocratie devrait tendre à réaliser. Quand j'entends parfois certains honorables députés dire en Chambre que le Gouvernement ne devrait pas s'immiscer dans la vie économique du pays, je me demande pourquoi on les a élus. Selon moi, mes commettants m'ont envoyé ici pour défendre leurs intérêts et, sans l'ombre d'un doute, pour ten-